

"Cuba, les Etats-Unis et la traite d'êtres humains (1/2) Par Salim Lamrani



Opera Mundi

Les Etats-Unis viennent une nouvelle fois de placer Cuba dans la liste des pays impliqués dans la traite d'êtres humains. Néanmoins, les institutions internationales contredisent le point de vue de Washington.

Dans son rapport 2014 sur les pays pratiquant la traite d'êtres humains à travers le monde, le Département d'Etat a de nouveau intégré Cuba et l'a placée dans la pire des catégories. Selon Washington, « adultes et enfants sont victimes de trafic sexuel et de travaux forcés » dans l'île. « La prostitution infantile et le tourisme sexuel sont une réalité à Cuba [...]. Il y a eu des allégations de travaux forcés lors des missions à l'étranger réalisées par le gouvernement cubain[1] ».

Cependant, Washington reconnaît le manque de fiabilité de ses sources:

« Certains Cubains qui participent à ces missions de travail ont déclaré que leur présence était volontaire et que le poste était bien rémunéré comparé aux emplois offerts à Cuba. D'autres affirment que les autorités

cubaines les ont obligés à participer à ces missions, y compris en leur enlevant leurs passeports et en restreignant leurs mouvements. Certains professionnels de la santé qui participaient à ces missions ont pu profiter de visas étasuniens et de certaines facilités migratoires pour se rendre aux Etats-Unis avec leurs passeports, ce qui indique au moins que certains professionnels de la santé conservent leurs passeports. Les rapports sur la contrainte imposée par les autorités cubaines ne semblent pas refléter une politique gouvernementale uniforme. Il est à noter que l'information manque à ce sujet[2] ».

Le rapport fait, entre autres, référence au Cuban Medical Professional Parole Program (CMPP). En effet, depuis 2006, Washington a mis en place une politique destinée à piller l'île de son capital humain en facilitant l'émigration de son personnel médical vers les Etats-Unis. Ce programme cible notamment les 30 000 médecins cubains et autres personnels de santé qui travaillent dans près de 60 pays du Tiers-monde, dans le cadre d'une vaste campagne humanitaire lancée depuis 1963 par Cuba afin de soigner les déshérités de la planète[3].

Ainsi, en dépit du manque d'informations fiables, le rapport 2014 conclut que « le gouvernement de Cuba ne remplit pas les standards minimum pour éliminer la traite d'êtres humains et ne réalise pas les efforts nécessaires pour cela[4] ».

Le point de vue de l'UNICEF

L'accusation la plus grave concerne la prostitution infantile. Or, l'UNICEF – Fonds des Nations unies pour l'enfance – ne partage pas cet avis et salue, au contraire, les avancées de Cuba dans la protection de l'enfance. D'après l'organisme onusien, « Cuba est un exemple dans la protection de l'enfance[5] ». Selon Juan José Ortiz, représentant de l'UNICEF à La Havane, « la malnutrition sévère n'existe pas à Cuba [car] il y a une volonté politique » de l'éliminer. « Ici, il n'y a aucun enfant dans les rues. A Cuba, les enfants sont toujours une priorité et c'est pourquoi ils ne souffrent pas des manques qui affectent des millions d'enfants en Amérique latine, qui travaillent, qui sont exploités ou qui se trouvent dans des réseaux de prostitution[6] ».

Ortiz fait part de son expérience à ce sujet :

« Il y a des millions d'enfants qui sont exploités quotidiennement, qui n'iront jamais à l'école ; des millions de garçons et de filles qui n'ont même pas d'identité, qui n'existent pas car ils ne n'ont pas été recensés[7].

Cuba, depuis plus de 50 ans, a été un modèle de défense et de promotion des droits de l'enfant. Les politiques publiques en faveur de l'enfance ont été une priorité depuis des années. Grâce à cela, le pays a atteint quelque chose de vraiment inédit dans le monde en développement. Parmi les centaines de millions de garçons et de filles qui subissent des atteintes gravissimes à leurs droits, qui meurent même chaque jour pour des causes absolument évitables, aucun de ces enfants n'est cubain. C'est la démonstration claire que cela est possible si les Etats développent l'attention à l'enfance et en font une priorité.

[...] Cuba démontre que, malgré les crises internationales, malgré la gravité de l'impact des sanctions économiques sur le développement de l'enfance, malgré tout cela – car c'est le seul pays qui en souffre –, il est possible de garantir pleinement les droits de l'enfant et d'atteindre des niveaux de développement humain de plus en plus élevés comme c'est le cas à Cuba. Cuba est un exemple dans le monde sur la façon de travailler pour garantir les droits de l'enfant et le plein développement. Le peuple cubain jouit d'un trésor dont il dispose et dont il ne se rend parfois pas compte. Les enfants et les adolescents sont des privilégiés en comparaison avec le reste du monde[8].

20 000 enfants vont mourir dans le monde [aujourd'hui], et l'écrasante majorité de ces décès pourrait être évitée. Il est criminel de laisser mourir des enfants, alors que nous avons les moyens de les sauver. Si la question de l'enfance était une priorité au niveau mondial, les problèmes dont sont victimes les enfants

seraient donc résolus depuis longtemps, comme cela est le cas à Cuba.

Cuba a toujours été un exemple dans le secteur du développement social, avec des niveaux d'égalité similaires à ceux des pays les plus développés.

Le travail accompli à Cuba avec les mineurs délinquants (autre grand thème et défi pour l'Amérique Latine et la Caraïbe) est exemplaire. Ici, il n'y a pas de barreaux pour les enfants. Le système prône la réhabilitation pour ces jeunes égarés [...]. De même, tous les enfants handicapés sont pris en charge, et ce, à domicile même si l'enfant n'est pas en mesure de se déplacer. C'est ici est une avancée exceptionnelle.[...]. C'est le seul pays que je connaisse où l'on peut célébrer en dansant la Journée Internationale de l'Enfance [...][9] ».

Le représentant de l'UNICEF souligne également la chose suivante : « En raison de mon travail je me suis consacré dans tous les pays à enterrer des enfants. Cependant, à Cuba, je me consacre à jouer avec eux ». Il n'hésite pas à qualifier l'île de « paradis de l'enfance en Amérique latine[10] ». L'UNICEF rappelle que Cuba est le seul pays d'Amérique latine et du Tiers-monde à avoir éradiqué la malnutrition infantile[11].

Réponse de La Havane

Du côté de La Havane, les autorités ont fermement condamné la nouvelle inclusion de Cuba, présente sur la liste noire depuis 2003, dans le groupe des pays impliqués dans la traite d'êtres humains, et ont qualifié le rapport de « manipulateur et unilatéral[12] » :

« Le Département d'Etat a décidé une nouvelle fois d'inclure Cuba dans la pire des catégories (niveau 3) de son rapport annuel sur les pays qui 'ne remplissent pas complètement les standards minimum pour l'élimination de la traite de personnes et ne font pas d'efforts significatifs en ce sens', en faisant fi de la reconnaissance et du prestige atteints par notre pays pour son engagement marqué en faveur de la protection de l'enfance, de la jeunesse et de la femme.

Cuba n'a pas sollicité l'évaluation des Etats-Unis ni n'a besoin des recommandations du gouvernement d'un des pays ayant le plus grand nombre de problèmes de traite d'enfants et de femmes au monde. Les Etats-Unis ne disposent d'aucune autorité morale pour qualifier Cuba, ni pour nous suggérer des 'plans' d'aucune sorte, alors qu'on estime que le nombre de citoyens nord-américains victimes de trafic est proche des 200 000, où l'exploitation au travail est la forme de traite de personnes la plus répandue, où 85% des procès ouverts à ce sujet correspondent à des cas d'exploitation sexuelle, et où plus de 300 000 enfants, parmi le million qui abandonnent leur domicile, sont sujets à une forme d'exploitation. [...]

L'inclusion dans cette liste, pour des motivations totalement politiques, comme cela l'est également pour la désignation de Cuba comme Etat soutenant le terrorisme international, est destinée à justifier la politique de blocus économique [...] qui affecte gravement nos enfants, notre jeunesse, nos femmes et tout notre peuple[13] ».

Washington reconnaît le caractère lacunaire de son rapport et l'UNICEF met à mal les accusations contre Cuba. En plus de cela, l'implication des Etats-Unis dans la traite d'êtres humains et dans l'exploitation légale d'enfants dès l'âge de 12 ans sape leur autorité morale et porte un coup sévère à leur crédibilité.

Salim Lamrani

A suivre : « Cuba, les Etats-Unis et la traite d'êtres humains 2/2 »

Article original en portugais : 'Os EUA não têm moral', diz Cuba sobre acusação de tráfico de seres humanos

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

Son nouvel ouvrage s'intitule Cuba. Les médias face au défi de l'impartialité, Paris, Editions Estrella, 2013 et comporte une préface d'Eduardo Galeano.

Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr

Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/28620-quotcuba-les-etats-unis-et-la-traite-detres-humains-12par-salim-lamrani>



Radio Habana Cuba